



## RÉGLEMENTATION

# NF P 94 500 : retours d'expérience

**Fin novembre dernier, le Syntec Ingénierie, l'UMTM, le CFMS, et la FNTF ont organisé une journée de présentation et de discussion autour de la version 2013 de la NF P 94 500. L'objectif : dresser un bilan sur les retours d'expérience tirés de l'application de cette norme des missions géotechniques. Les apports de la norme, les difficultés rencontrées, les améliorations potentielles... Autant de points qui ont été également abordés lors de cette journée.**

Un maître d'ouvrage (Windsor Ingénierie), un maître d'œuvre (Arcadis), une ingénierie géotechnique (Fondasol), une entreprise (GTS), un contrôleur technique (Socotec) et un assureur (SMA BTP) avaient répondu présent pour cet après-midi, ainsi que de nombreux participants (environ 170) représentant toutes les composantes de la filière géotechnique.

Les interlocuteurs ont tour à tour exprimé leur expérience de l'application de la norme, soulignant chacun les points qu'ils appréciaient et ceux qu'ils souhaitaient voir améliorer.

C'est Alban Martinat de chez Windsor Immobilier qui a pris la parole le premier pour donner l'avis du maître d'ouvrage. Après avoir rappelé les différentes phases de son intervention (prospection

foncière, obtention du permis de construire et enfin marchés de construction), il a situé son besoin à tous les stades d'optimiser techniquement ses projets... et d'éviter les sinistres. Partisan du travail en équipe, il a plaidé l'intégration à la maîtrise d'œuvre des missions géotechniques, soulignant qu'il avait été confronté à la coordination des prestataires et à la gestion des interfaces lorsque les missions géotechniques étaient fragmentées et sans vision d'ensemble. Il a également donné l'exemple de l'enchaînement des missions G2 à G4 qui pouvaient ne pas bien s'articuler, par exemple en cas de variante, ou lorsque la G4 n'a pas d'interlocuteur pour une G3 partielle.

Roland Parrot de chez Arcadis a complété cette vision. Il a, en effet,

présenté le fait que la géotechnique soit incluse dans la maîtrise d'œuvre comme une garantie qu'il y ait effectivement un géotechnicien à tous les stades de la construction. « Il manque souvent d'un interlocuteur pour les G3, ou d'un "pilote" de G3 dès que les ouvrages géotechniques sont multiples », a-t-il fait remarquer. Il a également ouvert la discussion sur l'absence de contenu obligatoire, selon les missions et les ouvrages.

Catherine Jacquard de chez Fondasol est à son tour intervenue, détaillant les différentes missions pour mieux insister sur les apports et les difficultés : difficultés lorsque les projets sortent de la loi MOP pour trouver la bonne lecture de la norme, et difficultés en cas de conception-réalisation, car « l'application des missions n'est



De gauche à droite : Alban Martinat, Windsor Immobilier ; Luis Carpinteiro, Socotec ; Christian Altazin, GTS ; Catherine Jacquard, Fondasol ; Jean Drivef, Terrasol ; Alexis Borman, SMA ; Jacques Robert, Arcadis.



alors pas explicite », a souligné cette dernière. « Les G2 PRO sont parfois trop ciblées (sur un ouvrage particulier, sans recul suffisant). Les G3 présentent parfois le même défaut où la G3 est "complète", mais seulement sur une partie particulière de l'ouvrage. Certaines (petites) entreprises n'ont pas le savoir-faire requis pour des G3 satisfaisantes, et, enfin, les G4 interviennent encore souvent trop tard... », a déploré Catherine Jacquard.

Puis Christian Altazin de GTS a abordé la norme sous une perspective toute différente. « La norme a déresponsabilisé le maître d'ouvrage et le géotechnicien en faisant porter sur la seule entreprise les défaillances de l'enchaînement prôné par la norme », a-t-il commenté.

Christian Altazin a ensuite présenté les résultats d'une enquête interne. Cette dernière fait ressortir l'interrogation suivante : dans trop de circonstances la G2 PRO étant insuffisante, ne faut-il pas être plus directif dans les contenus ? « La G4 est au mieux trop tardive », constate Christian Altazin. Il a également souligné les lacunes de la rédaction actuelle vis-à-vis des variantes, des conceptions-réalisations, de la prise en compte de la méthode observationnelle...

Luis Carpinteiro de Socotec a insisté d'abord sur les points positifs : le rôle de chacun est maintenant connu, les missions sont clairement définies, le contenu des prestations est fixé. « Mais la G2 PRO n'est parfois pas assez exhaustive : il manque des paramètres,

seuls certains aspects sont traités, les niveaux d'eau sont souvent oubliés... Les G3 et G4 ne sont pas toujours au niveau des attentes ; en particulier, il y a rarement une coordination, par exemple au niveau de l'entreprise générale, de toutes les G3. Il y a aussi trop souvent confusion entre la supervision G4 et le contrôle technique », a-t-il commenté.

Enfin, Alexis Borman de la SMA BTP a apporté une vision différente et complémentaire, celle de l'assureur. Avec le bémol que 4 ans c'est trop court de son point de vue pour avoir suffisamment de retours. « La G2 (qui fait le dimensionnement) comme minimum et la concordance G3/G4 sont des points positifs. Les G2 qui s'arrêtent en phase AVP (en bâtiment) et les formalisations des missions G3 et G4 qui restent insuffisantes sont perfectibles », a-t-il détaillé. Ses propositions vont vers une G2 insécable ou pour rendre obligatoires les G3/G4 dans un certain nombre de cas, et que la G4 inclue une synthèse.

#### TABLE RONDE SUR L'UTILITÉ DE LA NORME

La journée s'est achevée avec ces participants autour d'une table ronde animée par Jean Drivet de TerraSol. Le débat fut consensuel sur l'utilité de la norme, animé quant au contenu des missions géotechniques et ouvert sur des améliorations utiles : sur le traitement des variantes, sur l'adaptation à des types de marchés très divers (bâtiment/génie civil ; « classiques »/conception-réalisation, etc.).



Alban Martinat à gauche et Luis Carpinteiro.



Catherine Jacquard à gauche, Jean Drivet et Alexis Borman.

Cette table ronde n'a fait que mettre en exergue les points communs aux divers intervenants, à savoir : unanimité pour trouver une place aux variantes ; acceptation du fait que scinder les types de marchés serait plus efficace ; prise en compte que certains sujets pourraient être mieux traités.

Mais le débat ne saura pas conclure sur un contenu minimal (qui serait plus précis que l'annexe A actuelle) des reconnaissances à mener selon les missions et les ouvrages.

La discussion fera aussi ressortir le fait qu'il n'est pas souhaitable de « révolutionner » le texte pour ne pas désorienter ceux qui commentent à peine à l'assimiler.

Cette journée fut riche en échanges et les organisateurs ont pu se féliciter de son succès tant du point de vue des discussions que de celui de la participation.

Le mot de la fin fut donné à Jacques Robert qui a reconnu que des adaptations à la norme NF P 94 500 étaient nécessaires. ■

Jean-Paul Volcke  
du Soffons (UMTM)